

Les Français ne font pas confiance à l'exécutif pour contrer l'insécurité

Célestine Gentilhomme et le service infographie

Après le braquage sanglant du fourgon pénitentiaire dans l'Eure, la sécurité se hisse parmi les principales préoccupations.

Le temps est comme suspendu, à moins d'un mois des élections européennes. En moins de deux jours, l'Hexagone a replongé dans l'angoisse sécuritaire après l'attaque sanglante d'un fourgon pénitentiaire à Incarville (Eure), qui a provoqué mardi la mort de deux agents et en a blessé trois autres. Le lendemain, un gendarme est tué dans les violentes émeutes qui paralysent la Nouvelle-Calédonie, en plein examen du projet de loi constitutionnel sur la réforme du corps électoral dans l'archipel.

Des événements tragiques qui propulsent les enjeux sécuritaires en première ligne du scrutin européen, comme le révèle notre dernier sondage Odoxa-Backbone pour *Le Figaro*. Le thème de la sécurité se hisse ainsi en troisième position des problématiques qui influenceront le vote des Français (35%) le 9 juin prochain, soit un bond de +9 points depuis septembre 2023.

Les Français restent néanmoins davantage soucieux pour leur pouvoir d'achat (46%) et la hausse des prix (35%), loin devant la dette et les déficits (11%) ou la guerre en Ukraine (10%). Il n'empêche, les enjeux sécuritaires reviennent à deux reprises, puis-que 17% des sondés se disent également préoccupés par la lutte contre le terrorisme.

L'évolution de l'opinion semble faire écho à une « progression de la violence dans toute notre société », note l'institut de sondage. Près des deux tiers des Français (64%) jugent ainsi que l'attaque du fourgon pénitentiaire n'est pas un « fait divers », mais un « fait de société ».

« Le constat est d'autant plus alarmant que Gérard Darmanin doit mener le chantier titanesque de la sécurisation des Jeux olympiques, qui commenceront dans moins de deux mois à Paris »

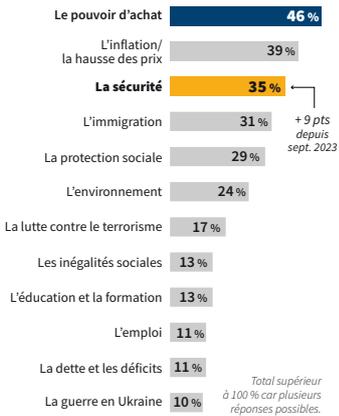
Le gouvernement multiplie pourtant depuis plusieurs mois les actions coups-de-poing contre l'insécurité. À l'image des médiatiques opérations Place nette qui visent à démanteler les trafics de drogue aux quatre coins du pays. Pas suffisant aux yeux d'une écrasante majorité de Français (70%), qui jugent « insuffisante » l'action de Gérard Darmanin pour rétablir la sécurité.

Ces derniers ne semblent pas non plus convaincus par la politique de l'exécutif pour éradiquer trois problèmes majeurs d'insécurité : le contrôle et l'arrestation des trafiquants de drogue (70%), la fermeture de points de deal (69%) et le contrôle et la saisie d'armes illégales (68%). Un constat d'autant plus alarmant que le locataire de Beauvau doit mener le chantier titanesque de la sécurisation des Jeux olympiques, qui commenceront dans moins de deux mois à Paris.

Les trois quarts des sondés (75%) ne font pas davantage « confiance » à Éric Dupond-Moretti, projeté une nouvelle fois sur le front de l'insécurité après le

Le gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux sécuritaires

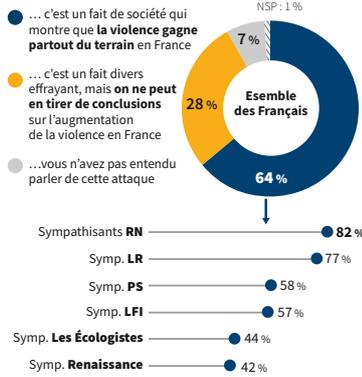
QUESTION Parmi les enjeux suivants, lesquels compteront le plus pour vous au moment de voter aux élections européennes ?



ODAXA | BACKBONE | LE FIGARO

Étude réalisée par Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 15 et 16 mai 2024. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Après de l'ensemble des Français, la marge d'erreur s'établit, selon le score visé, entre 1,4 et 2,5 points.

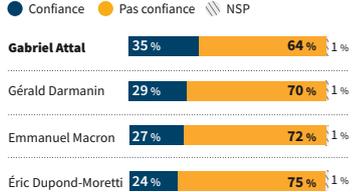
QUESTION À propos de l'attaque d'un fourgon pénitentiaire dans l'Eure, diriez-vous que...



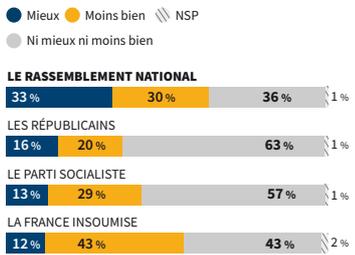
QUESTION Diriez-vous que vous êtes satisfait de la politique du gouvernement en matière...



QUESTION Pour lutter contre l'insécurité en France, dites-nous si vous faites plutôt confiance ou pas confiance aux responsables politiques suivants :



QUESTION Pensez-vous que si les partis suivants étaient au pouvoir, ils feraient, en termes de sécurité, mieux, moins bien ou ni mieux ni moins bien que le gouvernement ?



braquage du fourgon pénitentiaire dans l'Eure. Face à la grogne des surveillants de prison, le garde des Sceaux a promis mercredi d'engager une réforme concrète des convois pénitentiaires. Il n'empêche, l'ancien ténor du barreau ne parvient pas à rassurer totalement son camp : plus d'un quart des sympathisants Renaissance (26%) reconnaissent ne pas lui faire confiance sur les dossiers sécuritaires.

Percuté par l'embrassement de la Nouvelle-Calédonie, Emmanuel Macron n'échappe pas non plus à la défiance. Plus de sept Français sur dix (72%) estiment également sa politique « inefficace » en matière d'insécurité.

Gabriel Attal s'en sort à peine mieux, avec 64% de défiance, soit le « meilleur » score du quatuor régulier. Le premier ministre, qui a fait de la sécurité et de l'ordre l'une des « priorités absolues », réussit même à séduire plus de la moitié (55%) des sympathisants de droite. Il faut dire que, depuis sa nomination, le chef du gouvernement a été très vite confronté à des épisodes de violences, notamment entre mineurs. Pour ses « cent jours » à Matignon, Gabriel Attal a d'ailleurs lancé à la mi-avril une consultation de huit semaines avec les élus concernés et les partis politiques pour résoudre l'ultra-violence chez les jeunes.

Malgré le désaveu massif de l'exécutif, aucune formation ne semble tirer son épingle du jeu en la matière. Seuls 19% des Français pensent ainsi que les partis d'opposition ne feraient pas mieux que le gouvernement sur la sécurité. Loin devant, le Rassemblement national de Jordan Bardella reste néanmoins celui dont l'action serait jugée la plus « efficace » aux yeux des Français (33%). Les Républicains (16%), le Parti socialiste (12%) comme La France insoumise (12%) ne parviendraient quant à eux à inverser la tendance aux yeux des sondés. ■

Le Rassemblement national présente son plan antidroque pour Marseille

Paul Laubacher

Franck Allisio, député RN pressenti pour être candidat dans la Cité phocéenne, a développé un plan en 25 points pour lutter contre les trafics.

Le Rassemblement national (RN) a décidé de lancer ce vendredi... sa campagne des élections municipales 2026 à Marseille. L'homme fort du parti nationaliste dans les Bouches-du-Rhône, député RN du département, Franck Allisio, a vu une occasion trop belle pour la rater : l'anniversaire du lancement, il y a deux mois, de l'opération « place nette XXL » dans la Cité phocéenne. Ce vendredi, il présente donc son programme pour remettre « Marseille en ordre », sorte de contrepartie nationaliste du plan d'Emmanuel Macron pour « Marseille en grand », sans oublier, évidemment, de viser Benoît Payan, l'édile socialiste de la ville.

Initiée et préparée par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, et le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, la grande action de police avait pour objectif de « démanteler et empêcher les trafiquants de se réimplanter en portant un coup d'arrêt durable par une action durable ». « En commençant par Marseille, on vise le cœur du réacteur et nous allons taper fort », avait déclaré au *Figaro* le ministre de l'Intérieur. Le 19 mars dernier, c'est Emmanuel Macron lui-même qui était descendu dans la deuxième ville de France pour annoncer le début des actions des forces de l'ordre. « L'idée c'est d'avoir une situation qui soit clairement assainie et d'avoir un impact très fort les prochaines semaines », avait déclaré le chef de l'État.

Soixante jours plus tard, Franck Allisio, ancien cadre UMP, veut faire le bilan, et surtout le procès de l'opération XXL du gouvernement. « Il ne faut pas séparer l'homme de l'œuvre. Gérard Darmanin a fait du

sous-Sarkozy. C'est le retour de la politique du chiffre, assure-t-il au *Figaro*. Un seul chiffre permet de montrer que cette opération est un échec. À Marseille, 4 000 membres des forces de l'ordre ont été mobilisés. Il y a 856 interpellations. Combien d'incarcération ? Seulement 49 ! Ce n'est même pas 6 % des interpellations. »

Pour le député mariniste des Bouches-du-Rhône, l'« opération place nette » n'a fait que « déplacer le problème dans l'espace et dans le temps ». « Dans l'espace, parce que seulement quelques cités ont été visées. Les points de deals se sont donc déplacés dans d'autres cités de la ville, mais aussi dans les communes voisines. Dans le temps, parce que l'on voit bien que les trafics et que les règlements de comptes reprennent, pour l'instant à basse intensité. » Conclusion, pour l'élus proche de Marine Le Pen : « L'opération "place nette" à Marseille était un plan com »

Des mesures « d'exception »

Le plan de Franck Allisio est, lui, une version sécuritaire XXL des mesures classiques RN. « À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles », peut-on lire sur le document regroupant les 25 points du projet RN. Ce dernier se divise en trois parties. La première regroupe les mesures « d'exception », comme « l'assignation à résidence » et « l'interdiction de séjour dans tout ou partie du département des Bouches-du-Rhône » pour les personnes suspectées. Mais aussi un « couvre-feu dès 22 heures pour les mineurs » et « l'interdiction des aménagements de peine ». Ensuite, viennent les mesures législatives à prendre, selon Franck Allisio, contre les

« délinquants » : « déchéance de nationalité », « expulsion », « l'impossibilité d'acquisition de la nationalité française ». Mais aussi la création d'un « parquet antidroque » et d'une « cour d'assises spécialisée ».

Franck Allisio n'oublie pas évidemment les mesures locales, qu'un maire de Marseille pourrait prendre. Par exemple : la « multiplication des patrouilles de police mixte, municipale et nationale » qui auront pour mission de harceler les dealers, l'installation de 300 caméras ou encore le contrôle des commerces soupçonnés de blanchiment d'argent. Le député RN déplore que le maire de Marseille « reste les bras croisés et préfère s'occuper à organiser l'ouverture de salle de shoot » que de fermer les points de deal.

Ce n'est pas un hasard si c'est Franck Allisio qui est à la manœuvre pour rédiger ce plan, et qui a décidé de le présenter. C'est à lui que pense Jordan Bardella, président du parti nationaliste, pour mener la liste du RN aux prochaines municipales. « Franck Allisio a toutes les qualités pour devenir maire de Marseille », avait déclaré à *La Provence* le poulain de Marine Le Pen, en mars dernier.

Depuis le départ avec fracas du sénateur des Bouches-du-Rhône, Stéphane Ravier, qui a rallié Eric Zemmour lors de la présidentielle de 2022, le parti à la flamme s'est retrouvé sans incarnation dans la deuxième ville de l'Hexagone. Le RN aura fort à faire pour tenter de s'emparer de la Cité phocéenne. Un temps, plusieurs stratégies frontistes, comme Sébastien Chenu, avaient tenté de pousser Jordan Bardella à envisager une candidature dans cette ville. Sans succès. ■

Europe 1
7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko
Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro